



Ambassade de Turquie
L'Ambassadeur

Paris, le 29 mai 2018

Monsieur le Président directeur général,

C'est avec la plus grande stupéfaction que j'ai pris connaissance de la « Une » de votre magazine, et de la succession d'articles consacrés à la Turquie qu'il contient. Il s'agit, vous ne pouvez le nier, d'une attaque d'une rare violence contre mon pays et contre ses dirigeants. Vous en instruisez le procès sans nuances, quasi exclusivement à charge.

Un tel dénigrement, je dirai même un tel étalage de haine, sans le moindre élément favorable dans le discours, sont incompréhensibles autant qu'injustes. Vous pouvez estimer qu'il y a matière à critique dans la politique de la Turquie, et c'est parfaitement votre droit de l'écrire. Mais cette débauche d'accusations, cette aigreur même dans le ton de vos articles, sont, permettez-moi de vous le dire, indignes d'un hebdomadaire qui a fait sa réputation sur sa grande exigence dans l'information.

Il me semble que l'objectivité dont vous vous réclamez aurait dû en effet vous conduire à présenter aussi les nombreux aspects positifs de cette politique.

A admettre, par exemple, que la Turquie est une vraie démocratie, et non pas une « dictature », comme le prouve l'organisation de plusieurs consultations libres successives, dont un referendum gagné par le gouvernement avec 51,4 % des voix, un score qui, contrairement à l'interprétation négative qu'en donne votre éditorialiste, Franz-Olivier Giesbert, montre de manière éclatante la validité du scrutin.

A dire que la croissance économique du pays, que vous citez d'un mot rapide en la qualifiant simplement « d'impressionnante », se fait au bénéfice de 81 millions de Turcs.

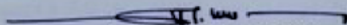
A souligner l'importance stratégique de la Turquie, grande puissance membre de l'Otan, au carrefour de l'Europe et de l'Orient, et élément stabilisateur dans une région particulièrement agitée – mais sans lui attribuer des desseins expansionnistes, ainsi que le fait le même éditorialiste.

A évoquer le rôle « exemplaire » - le mot est de Monsieur le Président Emmanuel Macron – de la Turquie dans la lutte contre le terrorisme. Si vous rappelez l'accueil de millions de réfugiés, notamment syriens, par la Turquie, vous n'y voyez qu'un moyen de pression politique, voire de chantage, et non pas le grand service ainsi rendu à l'Union Européenne, ni les lourds sacrifices financiers qu'il représente pour mon pays. Et pourquoi n'avez-vous pas, dans votre virulent article consacré à l'opération « Rameau d'olivier » menée à Afrine, pris en compte la volonté légitime de la Turquie d'éliminer toute présence terroriste à sa frontière avec la Syrie ?

Enfin, s'agissant des mesures qui ont été prises en Turquie à la suite de la tentative de putsch de juillet 2016, votre mémoire n'est-elle pas un peu courte, qui oublie ce qu'avait dû faire le Général de Gaulle aux prises avec l'OAS : un gouvernement régulièrement élu a le droit, le devoir plutôt, de se défendre contre ceux qui le menacent, à l'intérieur comme de l'extérieur.

C'est en raison de tous ces manques, et sans naturellement mettre en cause la liberté de la presse, qu'il me paraîtrait convenable que vous publiez cette lettre, et souhaitable que dans un prochain numéro du Point vous donniez la parole à la défense. Mon pays, ses dirigeants, les très nombreux Turcs qui vivent en France, attendent de votre part cette preuve d'objectivité. Oserai-je dire d'honnêteté.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président directeur général, l'expression de mes sentiments distingués.



Dr. Ismail Hakkı MUSA

Monsieur Etienne GERNELLE
Président directeur général et Directeur de la publication
Le Point - Rédaction
Immeuble Le Barjac - 1 boulevard Victor
75015 PARIS